





Une Protection Retardée est une Protection Refusée: Fiche d'information sur les Expulsions en Vertu du Titre 42, Les Demandeurs d'Asile Haïtiens à Tijuana, et la Continuation des Violations du Gouvernement Américain Envers Ses Obligations

Avril 7, 2022

Environ 10 000 migrants noirs, principalement des demandeurs d'asile d'Haïti, vivent actuellement à Tijuana où ils sont victimes de discrimination et de violences. Depuis l'imposition du titre 42, les Etats-Unis ont refusé à presque tous les individus leur droit légal de demande l'asile et, en dépit de cela, a mené des expulsions en masse. Le titre 42 a eu un impact particulièrement dévastateur sur les haïtiens qui ont été expulsés en grand nombre sans que leur crainte de subir des préjudices en Haïti ne soit examinée, malgré "les obligations découlant du droit national et international interdisant de renvoyer des personnes vers la persécution et la torture."

La plus part des haïtiens arrivent au Mexique en prenant une route terrestre dangereuse depuis le Brésil ou le Chili; ces pays ont accueillis des ressortissants haïtiens à la suite du séisme ravageur de 2010, de magnitude 7.0. Les séquelles du tremblement de terre de 2010 restent importantes: entre 200 000 à 300 000 morts, des millions de sans-abris, et a installé une décennie d'instabilité politique, d'impunité et de violence. Vi

En juillet 2021, le président haïtien Jovenel Moïse a été assassiné. VII En août 2021, le pays est frappé par un autre tremblement de terre de magnitude 7.2. VIII Une tempête dévastatrice a suivi deux jours plus tard. Le résultat de ces puissantes catastrophes naturelles, en plus que l'absence du pouvoir politique, ont exacerbé des conditions déjà désastreuses. 4.3 millions d'haïtiens connaissent une insécurité alimentaire aigu, les pénuries de carburant et les coupures d'électricité sont la norme, et 1.5 millions d'haïtiens ont été affectés par les violences engendrés par les gangs. La complicité entre les officiels de l'état et les criminels des gangs a été documentée, ainsi que les incidents où "des individus mal intentionnés ont violés et torturés des résidents en se basant sur des associations politiques." Selon le Human Rights Watch, "le système judiciaire peut à peine fonctionner dans un contexte de crise sécuritaire et de défaillance institutionnelle de plus, la population en Haïti "fait face à un risque de violence élevé et n'a aucun accès effectif à la protection ou à la justice."

Les Etats-Unis ont reconnus le danger encouru par les individus s'ils sont renvoyés en Haïti et leur ont accordés 18 mois de Status de Protection Temporaire (TPS) afin d'empêcher la déportation de toute personne d'Haïti déjà présent dans le pays depuis le 29 juillet, 2021. Malgré cette protection limitée, plus de 20 000 ont été renvoyés en Haïti durant l'a première année de l'administration du Président Biden. Un grand nombre de ces personnes expulsées se trouvaient dans un campement de fortune à Del Rio, au Texas, en septembre 2021, où ils ont été refusé l'accès à la nourriture, à l'eau et aux soins médicaux. Beaucoup ont également été victimes de violences physiques et d'intimidations. Au cours des derniers mois, le ministère de la Sécurité de

l'intérieure (DHS) a continué les expulsions sans relâche, effectuant "des vols quasi quotidiens vers Haïti." Des vols supplémentaires d'adultes et de familles avec des bébés et des jeunes enfants sont prévus pour avril. La majorité de ces renvois s'effectuent en vertu du titre 42, ce qui prive les individus de la possibilité de demander l'asile, même s'ils en ont fait la requête et qu'ils sont confrontés avec des dangers qui leur permettraient de bénéficier de protection. **

Les informations contenues dans cette fiche d'information ont été compilées à partir d'entretiens menés du 7 au 11 mars 2022 par une délégation de l'organisation Hastings-to-Haïti Partnership (HHP) de l'Université de Californie, Hastings College of the Law, en collaboration avec le Center for Gender & Refugee Studies (CGRS), la Haïtian Bridge Alliance (HBA) et l'École Supérieure Catholique de Droit de Jérémie (ESCDROJ). La délégation a interviewé 123 Haïtiens dans six refuge différents à Tijuana. Les personnes interviewées ont été questionnées sur les raisons pour lesquelles elles ont quitté Haïti et sur ce qu'elles ont vécu en tant que noirs parlant le kreyol durant leur voyage au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique latine.

Il y a une fausse conception commune qui perçoit les Haïtiens comme des "migrants économiques" et pas des réfugiés ayant droit à la protection. Mais les histoires révélées dans ces entretiens démentent ces affirmations. Les Haïtiens sont confrontés à des menaces imminentes pour leur sécurité physique, voire à la mort, s'ils sont renvoyés à leur pays – et font face à d'autres dangers au Mexique - et ils devraient avoir la possibilité de faire valoir leur droit légal à l'asile et de retrouver les membres de leur famille aux États-Unis. Tant que le titre 42 reste en vigueur, à chaque jour qui passe, les Haïtiens sont directement mit en danger.

Les Demandeurs d'Asile Haïtiens Fuient Pour Sauver Leur Vie et S'exposent à Des Dangers S'ils Sont Expulsés.

La grande majorité des Haïtiens interviewés à Tijuana, soit 92 %, ont exprimé leur crainte de retourner en Haïti. Cette peur allait des menaces de violence engendrée par des gangs aux tentatives de meurtre, en passant par le viol, les enlèvements, le vol, la destruction de biens ou le harcèlement. Près d'un cinquième (17,1 %) des personnes interrogées ont quitté Haïti car elles étaient la cible de partis politiques opposés en raison de leur travail direct dans la politique ou en raison d'un membre de la famille politiquement influent, y compris même le cousin du président haïtien assassiné. Nombreux avaient subi de telles violences avant de fuir Haïti ou avaient vu d'autres personnes de leur famille ou de leur communauté subir des menaces. Au moins 14 personnes ont signalé le meurtre d'un membre de leur famille. À suivre, quelques exemples des dangers auxquels sont confrontés les individus en Haïti:

- **Horace**^{xviii}, le cousin du président assassiné, Moïse, a aidé ce-dernier lors de ses campagnes politiques. Il a finalement fui Haïti après l'attentat à cause du parti de l'opposition qui s'en est pris à lui, lui envoyant de nombreuses menaces de mort.
- Calixte a fui Haïti après qu'un gang ait fait une descente dans l'entreprise de sa mère et a
 assassiné sa mère et son père, violé sa sœur et mutilé son oncle. Calixte savait qu'elle serait la
 prochaine, alors elle a fui au Chili avec sa sœur et sa nièce. Après le viol de la nièce, elles ont
 cherché refuge aux États-Unis. La sœur de Calixte a tenté de demander l'asile, mais elle a été

- expulsée vers Haïti où elle reste effrayée et confinée chez elle parce que le même gang lui a envoyé, en guise de menace, une vidéo de la tête coupée de son cousin.
- Virgil a été menacé par des gangs locaux parce qu'il travaillait comme interprète pour les Nations Unies. Il a pris ces menaces au sérieux car il avait été témoin de meurtres d'autres collègues, abattus ou brûlés vifs par les gangs. Lorsqu'il a essayé de se déplacer à l'intérieur d'Haïti pour échapper aux gangs, ces-derniers s'en sont pris à lui là-bas, si bien qu'il a décidé qu'il fallait partir.
- Patricia est partie en raison de persécutions politiques et de violences domestiques. A cause des activités de son mari, un parti politique opposé l'a frappée à la tête avec une pierre. Elle était aussi victime de violences conjugales fréquentes. Sa fille de quatre ans a des problèmes médicaux non traités, notamment des difficultés respiratoires.
- **Esther** a fui Haïti parce qu'elle était victime de violences conjugales fréquentes part son exmari et elle craignait pour sa vie. Lorsqu'elle est partie en République dominicaine, elle a fait une dépression mentale et a tenté de se suicider. Après avoir été traitée dans un hôpital, elle a été renvoyée en Haïti. À son retour, son mari l'a presque tuée, la frappant si violemment qu'il a endommagé son estomac et ses organes reproducteurs. Elle a une cicatrice d'une longueur d'un pied le long de son bas-ventre, et, en conséquence, elle souffre aujourd'hui d'une maladie mentale extrême et de psychose.
- **Tamara** a fui en raison de menaces violentes, motivées par la religion, venant de la famille de son ex-petit ami. Elle a été menacée avec une machette parce qu'elle ne voulait pas se convertir à la foi voodou. L'oncle de son ex-petit ami a pratiqué sur ses deux jeunes enfants des rituels qui ont entraîné leur décès. Elle continue de recevoir des menaces de la part de la famille selon lesquelles il lui sera fait du mal si elle retourne en Haïti.
- Samentha a quitté Haïti après que l'homme qui a tenté de la violer étant enfant, ait menacé de la tuer. Malgré le fait que la police en Haïti inspire peu confiance, Samentha a porté plainte, mais la police n'a pris aucune mesure pour arrêter le violeur. L'histoire de Samentha n'est pas rare : 12 personnes répondants ont déclaré avoir quitté Haïti à cause de la violence sexiste, notamment le viol, les tentatives de viol ou les menaces de viol. Toutes ont subi l'ostracisme de leur communauté. Sept personnes répondants ont subi des violences domestiques, y compris des viols, de la part de membres de la famille immédiate, notamment les parents, les frères et sœurs ainsi que les partenaires.
- Josué est parti en raison des persécutions politiques. Il soutenait activement un candidat à la présidence ainsi que son frère qui se présentait à un autre poste électif. En conséquence, les membres du parti de l'opposition l'ont battu, ont brûlé sa maison et ont menacé de le tuer, ne lui laissant pas d'autre choix que de quitter Haïti.

"Quand je leur ai dit que j'avais changé d'avis sur le fait de devenir flic, ils... ont menacé de me tuer [à cause des activités illégales dont il avait été témoin au sein de la police]. Ma mère m'a dit que j'avais deux choix : devenir flic ou quitter le pays. Alors je suis parti."

- Emmanual

La Route vers Tijuana Expose les Haïtiens à de Graves Dangers

Le trajet entre Haïti et Tijuana passe souvent par l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale avant d'arriver à la frontière américano-mexicaine. Plus de la moitié (51%) des personnes interviewées ont passé du temps au Brésil et près d'un quart (24%) au Chili. Cependant, celles-ci ont déclaré qu'elles ne se sentaient en sécurité dans aucun de ces pays, où elles étaient souvent victimes d'une certaine forme de criminalité, parmi lesquels le vol et la destruction de biens, ainsi que du racisme, notamment le harcèlement et les menaces. En raison de ces conditions, ils ne pouvaient plus rester au Brésil ou au Chili et ont décidé de se rendre aux États-Unis où ils ont de la famille ou une autre communauté parmi laquelle ils trouveront la sécurité.

Pour ceux qui ont voyagé à pied, leur voyage a nécessité la traversée du dangereux Darién Gap, la jungle de 60 miles entre la Colombie et le Panama. Notre délégation a entendu des histoires d'individus armés qui ont menacé de tuer des Haïtiens et ont volé leurs biens. Nous avons également appris que trois viols avaient eu lieu dans le Darién Gap, dont celui d'une fillette de sept ans. Les risques que les personnes sont prêtes à prendre pendant leur voyage pour demander l'asile soulignent les conditions désastreuses qu'elles ont fui.

Près de 50% des personnes interrogées voyagent avec des enfants mineurs - plus de 65 enfants au total. Parmi eux, 27 ont moins de cinq ans, un âge que le Département de l'Education de Californie considère comme critique pour la santé et le développement de l'enfant. Les parents ont fait part de leurs inquiétudes quant au bien-être médical de leurs enfants, allant de difficultés respiratoires à des infections potentiellement mortelles, en passant par une grave maladie cardiaque, l'autisme et une anxiété débilitante. Ci-après sont seulement deux exemples parmi tant d'autres mettant en lumière le dangereux voyage :

- **Peterson** a été battu au Brésil et au Mexique. Au Brésil, quelqu'un lui a mordu l'oreille après que quelqu'un l'ait attaqué. À Tijuana, il a appelé la police un jour où il pensait être en danger, mais lorsque les policiers sont arrivés, ils l'ont battu et lui ont arraché les dents du fond.
- Denise a quitté Haïti pour le Brésil après avoir été violée et ostracisée dans sa communauté lorsqu'elle est tombée enceinte à la suite de ce viol. Lors d'un voyage dans le Darién Gap, un homme a violé sa fille aînée de sept ans. Elle craint de dénoncer l'agression car elle ne veut pas que sa fille soit ostracisée comme elle l'a été. Elle sait qu'elle ne peut pas retourner en Haïti parce qu'elle est une victime de viol et une mère célibataire.

Les Haïtiens Font Face à des Conditions Périlleuses à Tijuana

Une fois arrivés à Tijuana, les Haïtiens continuent de subir violence, harcèlement et racisme. 16,3 % (20 au total) des personnes interviewées ont partagé des expériences de violence au Mexique, notamment des vols sous la menace d'un couteau, des agressions ainsi que des tentatives d'enlèvement. Au moins deux personnes ont été témoins du meurtre d'autres demandeurs d'asile sous leurs yeux.

De nombreuses personnes interrogées ont partagé leur crainte de sortir la nuit et de quitter leur abri exigu pour chercher de la nourriture ou un emploi. Certains ont été victimes de discrimination sur le marché de la location et lors de la recherche d'un emploi. Par exemple, des escrocs font de la publicité pour des logements qu'ils ne possèdent pas et prennent l'argent des demandeurs d'asile.

Près de la moitié des personnes interrogées ont fait part de problèmes médicaux, pour elles-mêmes ou pour un proche. Les problèmes médicaux les plus courants sont les problèmes d'estomac permanents et douloureux tels que les colites, les hernies et les ulcères. Le manque d'eau potable au Mexique et dans le Darién Gap est une cause probable de ces problèmes. Celles-ci sont également exacerbées par les traumatismes physiques et émotionnels, le manque d'accès aux soins médicaux et le manque de ressources pour les rendez-vous de routine et les médicaments. Alors que nous étions à Tijuana, nous avons appris le décès d'une jeune Haïtienne de 17 ans qui a succombé à une infection pancréatique, une maladie entièrement évitable. L'histoire d'une autre famille, décrite ci-dessous, met en lumière les conditions déplorables auxquelles sont confrontés les demandeurs d'asile au Mexique :

• Landy, son compagnon et leurs trois jeunes enfants, ont traversé la jungle désolée du Darién Gap, où ils ont fait face à une pluie incessante. Comme il y avait trois jeunes enfants, les parents ne pouvaient pas transporter de provisions supplémentaires, ils ont donc bu l'eau souterraine de la rivière. Malheureusement, l'un des enfants a développé une affection cutanée peu après leur voyage, qui a provoqué une inflammation et des démangeaisons de la peau, puis des fissures et des saignements. L'infection couvre tout son corps, y compris son visage et son cuir chevelu. Elle souffre de graves maux de tête, de ganglions lymphatiques enflés et de fièvres. Un médecin de l'Initiative pour la Santé et les Droits de l'Homme de l'UCSF lui a diagnostiqué une affection cutanée potentiellement mortelle, une maladie parasitaire qu'elle a probablement contractée pendant le voyage. Elle n'a pas pu obtenir de soins médicaux au Mexique, ce qui a entraîné une aggravation considérable de son état. xix

Des Vies Haïtiennes Sur la Balance: L'Histoire d'Ophelie

Ophelie a vécu des horreurs inimaginables tout au long de sa vie. Son père a été victime d'un assassinat politique lorsqu'elle avait sept ans. Les agresseurs ont violé Ophelie et tiré une balle dans le pied de sa mère. Elle et sa mère ont ensuite déménagé, et celle-ci s'est finalement remariée. Le frère du beau-père d'Ophelie, qui vivait à côté, l'a violé deux fois lorsqu'elle avait 15 ans.

Après le mariage d'Ophelie, ils ont quitté Haïti pour le Chili. Son mari est parti le premier, ensuite elle a suivi. Mais après son arrivée, il est devenu extrêmement violent. Son mari l'a frappée, lui arrachant des touffes de cheveux.

Elle s'est alors enfuie du Chili avec son oncle. Ils sont partis avec un groupe de 200 personnes sur la route du Darién Gap au Panama, mais la taille du groupe n'a pas suffi pour la protéger. Un groupe d'hommes armés a dévalisé le groupe et a forcé tout le monde à se déshabiller. Ils ont violé Ophelie, puis elle les a vus violer une jeune Haïtienne de 15 ans. La jeune fille est morte dans le Darién. Les hommes ont également poignardé l'oncle de la jeune fille lorsqu'il a tenté d'intervenir, et il est mort le lendemain. Ils ont tiré et tué un autre homme qui a également tenté d'intervenir. Ophelie a vu plusieurs autres femmes se faire violer et a entendu dire que des viols avaient lieu tous les jours dans la jungle, y compris sur deux jeunes garçons.

Lorsqu'elle est arrivée à Tapachula, au Mexique, Ophelie a dormi dans la rue car elle ne connaissait personne. Elle a fini par arriver à Tijuana où elle reste extrêmement vulnérable en tant que femme seule. Récemment, un cousin est venu à Tijuana et a raconté à tous les membres du foyer ce qui était arrivé à Ophelie, ce qui l'a stigmatisé dans la communauté.

Les États-Unis Doivent Prendre des Mesures Pour Protéger la Vie des Demandeurs d'Asile Haïtiens

Le 1er avril, l'administration Biden a annoncé qu'elle mettrait fin à la politique du titre 42 à compter du 23 mai 2022. C'est une bonne nouvelle pour les demandeurs d'asile qui ont été privés de leurs droits au cours des deux dernières années. L'administration peut et doit également prendre des mesures immédiates pour sauver des vies et s'assurer qu'aucun Haïtien ne soit renvoyé vers la persécution ou la torture. L'administration doit :

- **Arrêter toutes les expulsions** et les déportations vers Haïti pendant les crises politiques et humanitaires actuelles.**
- Redésigner Haïti pour le TPS afin de prolonger la date d'éligibilité pour ceux qui bénéficient actuellement du TPS et ceux qui sont arrivés depuis le 29 juillet 2021, sachant que les conditions n'ont pas amélioré en Haïti mais ont seulement empiré.
- Coordonner avec la HBA et d'autres groupes humanitaires à la frontière afin d'ouvrir les ports d'entrée et d'établir un système équitable et humain pour le traitement des demandeurs d'asile aux États-Unis, qui ne les place pas en détention d'immigration ou ne les oblige pas à préparer leurs demandes d'asile depuis le Mexique. *xi Fournir des fonds pour augmenter le personnel aux ports d'entrée, pour les abris à but non lucratif près de la frontière, et pour les conseils juridiques et les programmes de soutien communautaire pour les demandeurs d'asile.

¹ Ce titre est attribué au Haitian Bridge Alliance, co-fondateur et directeur exécutif Guerline Jozef.

^{II} Haitian Bridge Alliance et RFK Human Rights, <u>Beyond the Bridge Documented Human Rights Abuses and Civil Rights Violations Against Haitian Migrants in the Del Rio, Texas Encampment</u> (2022), page 45.

iii <u>Doubling Down on Deterrence</u> (2021).

iv Amnesty International et al., <u>Stop US Deportations and Abuse Against Haitians on The Move: An Urgent Step Towards Creating Just Policies for Haitians</u> (2021).

^v HBA, CGRS, IMUMI, <u>A Journey of Hope: Haitian Women's Migration to Tapachula, Mexico</u> (2021). Pages 43-44, 46.

vi Id. page 38.

vii Human Rights Watch, *Haitians Being Returned to a Country in Chaos* (2022).

viii Amnesty International *supra* note iv.

ix Id.

[×] Id.

^{xi} Human Rights Watch *supra* note vii.

xii Haitian Bridge Alliance supra note ii, at 13.

xiii Human Rights Watch supra note vii.

xiv Haitian Bridge Alliance supra note ii, at 6.

^{xv} Haitian Bridge Alliance *supra* note ii, at 18.

xvi Human Rights Watch supra note vii.

xvii La majorité des personnes interrogées qui répondaient à la question (92%) ont affirmés avoir des proches de la famille—enfants adultes, parents, cousins—aux Etats Unis qui pourraient leur apporter un support financier et les aider pendant les processus de demande d'asile.

xviii Des noms ont été modifiés afin de protéger l'identité des demandeurs d'asile.

xix Bien que leur première demande n'ait pas abouti, en travaillant avec Al Otro Lado, notre délégation a pu soutenir la demande de la famille pour une exception humanitaire au titre 42. Il a fallu des semaines de plaidoyer, au cours desquelles l'état de santé de sa fille

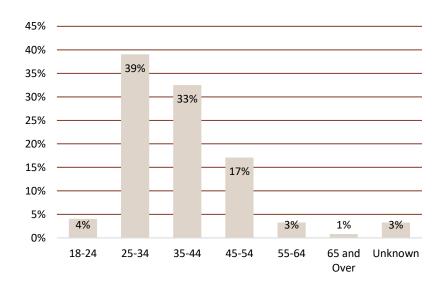
s'est considérablement aggravée, entraînant une gêne importante et des conséquences probablement durables qui auraient pu être évitées.

xx Huisha-Huisha v. Mayorkas, 27 F.4th 718 (D.C. Cir. 2022).

xxi Les groupes frontaliers ont émis des recommandations pour l'administration. *Voir, e.g.,* <u>CA Welcoming Task Force</u>; <u>Human Rights First and Women's Refugee Commission</u>.

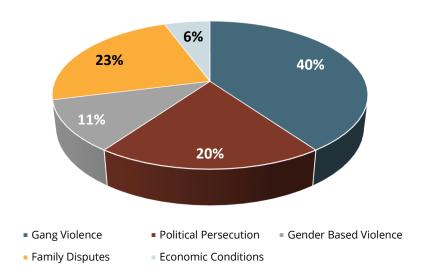
Annexe 1 : Résumé des entretiens avec 123 demandeurs d'asile haïtiens du 7-11 mars 2022 Données démographiques des personnes interrogées

Sur les 123 entretiens réalisés, 51% des personnes interrogées se sont identifiées comme des femmes et 49% comme des hommes. L'âge des personnes interrogées varie, la majorité d'entre elles étant âgées de 25 à 44 ans.



Raisons principales de quitter Haïti

Comme décrit ci-dessus, la grande majorité, 92%, des personnes interrogées ont clairement exprimé leur crainte de retourner en Haïti en raison d'expériences directes de violence, de peurs dues à l'insécurité omniprésente dans le pays et/ou du fait d'avoir été témoins d'atteintes graves à leur entourage sans pouvoir bénéficier de protection. Les auteurs de la violence sont des partis politiques, des gangs, des membres de la famille et des organisations religieuses.



Le voyage vers Tijuana

La plus part des personnes interrogées (~75%) ont passé du temps au Brésil ou au Chili et beaucoup d'entre elles ont été victimes de crimes ou de discrimination dans ces pays, ce qui a précipité leur voyage vers le Mexique et finalement vers les Etats-Unis afin de trouver la sécurité. Parmi les personnes interrogées qui ont répondu, 42 % ont indiqué avoir subi des violences au Brésil, au Chili et/ou au Panama lors de leur voyage au Mexique.

